

La professionnalisation en SIC : le savoir-faire au péril des savoirs ?

par DE LA BROISE Patrice « patrice.delabroise@univ-lille3.fr »
GERIICO - Université Charles-de-Gaulle Lille3

Si les récentes réformes et loi relatives à l'Université française mettent en questions la structure et le fonctionnement de l'Institution, leur impact sur certains dispositifs de formation universitaire est sans doute plus manifeste que dans d'autres. Surtout, l'accent mis sur la « professionnalisation » interroge les missions de l'Université, y compris dans des filières dites « professionnalisées » qui, paradoxalement, subissent davantage les changements législatifs qu'elles n'en bénéficient. L'institutionnalisation des Sciences de l'Information et de la Communication est à la fois sociale et cognitive, sachant que la « professionnalisation » est au fondement, au moins socialement, de cette institutionnalisation. C'est pourquoi il convient de revenir sur ce concept fonctionnaliste qui, dans sa construction politique et rhétorique, interroge le sens comme le devenir pédagogique et scientifique des sciences de l'Information et de la Communication.

Mots-clés : professionnalisation - université - formations en SIC

The recent reforms and the law concerning the French university system change the structure and the running of the institution. Especially, the emphasis laid on 'career-focused training' questions the missions of the university. That is why it is necessary to go back over this functionalist concept, which, in its political and rhetorical construction, questions the meaning as well as the scientific and pedagogic future of the sciences of information and communication.

Keywords : career-focused training - university - communication studies

La professionnalisation en sciences de l'information et de la communication : le savoir-faire au péril des savoirs ?

S'il ne s'agit pas de (re)produire ici une histoire brève des sciences de l'Information et de la Communication, notre contribution voudrait toutefois revenir sur le développement de filières professionnalisées en SIC^{[1](#)}.

Il nous apparaît que l'expérience locale d'une Unité de Formation, sans être nécessairement représentative d'une histoire institutionnelle française de l'Université et des SIC, livre un exemple assez éclairant des avatars d'une professionnalisation qui, arbitrée par les autorités de tutelle (Université et Ministère), interroge le devenir de notre (inter)discipline.

Dans une quête d'efficacité où l'évaluation de l'activité universitaire (pédagogique et scientifique) est rapportée à quelques indicateurs de performance, il y a lieu d'envisager la manière dont une équipe de formation défend une professionnalisation en SIC et se défend, par la même, de souscrire à tous les discours qui la promeuvent.

Notre analyse exploitera un recueil d'observations effectuées à l'Université, en qualité d'enseignant-chercheur, d'élus et de responsables de formation. La professionnalisation dont nous traitons renvoie donc à une expérience personnelle et collective, vécue "en Institut Universitaire Professionnalisé (IUP)", avec ce que cette expérience suppose de débats et de concertation pédagogiques, de continuité et de ruptures au sein des instances universitaires locales et, au-delà, avec l'environnement politique, scientifique, économique, social et culturel dans lequel opère toute Unité de Formation et de Recherche. L'approche, nécessairement diachronique, eu égard à l'évolution dont nous rendons compte, est également synchronique dans la mesure où les particularismes de certains dispositifs nécessitent d'être contrastés par d'autres configurations et fonctionnements caractéristiques de l'enseignement supérieur.

Après 30 ans d'existence officielle, quels rapports les sciences de l'information et de la communication entretiennent-elles avec la formation ? Sont-elles atteintes, comme on a pu le lire, du « syndrome de concrétude » (Winkin, 2003) ?

L'Université en quête de professionnalisation

La thèse que l'on voudrait défendre ici est que la professionnalisation "à l'Université", ou "de l'Université", ne saurait être analysée qu'en écartant quelques préconceptions, qui font pourtant une grande partie des discours de promotion de la professionnalisation par les tutelles, les médias, et parfois les instances universitaires, les étudiants, ou encore les "familles"², ou enfin les organismes de formation eux-mêmes et leurs destinataires et partenaires privilégiés (entreprises, groupes professionnels, employeurs). La principale de ces « pré-conceptions » consiste à définir la professionnalisation comme l'adaptation d'une offre de formation universitaire à une demande du marché dit « de l'emploi » qui, plus justement, devrait être qualifié marché « du travail ».

Dans ce cadre, il suffirait de viser des « compétences » définies et mises en nomenclatures par un aval mal identifié pour, ensuite, produire ces « compétences » avec les moyens habituels. En fait, il s'agit là d'un phénomène de socialisation, lequel implique non seulement les étudiants "en professionnalisation", mais aussi les formateurs, les milieux et espaces professionnels, l'opinion publique et l'espace médiatique, comme aussi les "familles" susnommées. Les personnes, les groupes et les institutions affectés par la professionnalisation apparaissent comme en processus de changement, voire de crise —susceptible d'être ici euphorique, là pathétique —, mais rarement dépassionné.

Un premier bouleversement concerne le rapport au temps, au doute et à la certitude. En effet, la tradition universitaire valorise la prise de recul et de distance. A contrario, le régime professionnel serait celui de la réactivité et de l'action dans l'urgence. On a pu ainsi voir un responsable de formation défendre l'idée qu'il était légitime de demander aux étudiants plus de travaux qu'ils ne pouvaient raisonnablement en réaliser dans les délais impartis, au motif que c'était là un bon apprentissage de la temporalité d'un travail « réel » fait d'impossible et où l'on est toujours « charrette ». De même, la méthodologie légitime de la recherche repose sur la mise en suspens des « certitudes » pour la mise en œuvre du « doute méthodique ». A contrario, la démarche légitime « sur le terrain » serait faite de conviction, de mise en suspens du doute pour mettre en œuvre les certitudes, rebaptisées savoir-faire, issues de « l'expérience ». Cette dialectique se manifeste notamment dans la difficile articulation des « mémoires » de recherche avec les « rapports » de stages.

Un second bouleversement affecte l'organisation du système discursif universitaire (Freitag, 1995). En effet, celui-ci repose sur un amalgame toujours renouvelé des normes d'expression et de communication suivantes : scientifique, citoyenne, professionnelle, ordinaire, juridico-administrative, esthétique. Les équilibres et compromis de cet amalgame sont largement altérés par la prise en compte des normes issues des milieux professionnels et médiatiques. Ainsi, la définition même de ce qu'est un projet de formation, aussi bien pour les formateurs que pour les formés, est-elle largement inspirée de prescriptions et de dynamiques externes que l'Institution elle-même vient à revendiquer en termes de « mission ».

On prête assez volontiers aux étudiants le « souci » d'une insertion professionnelle dont la démonstration n'est pas faite. Il faut certes prendre soin de discuter les attentes ou mobiles supposés à l'égard de formations universitaires qui sont régulièrement contestées dans leur dimension « théorique », et/ou dans leurs modalités didactiques. Peut-être doit-on considérer que « les étudiants n'ont plus un rapport enchanté, culturel et gratuit aux études » (Dubet, 2007). Pour autant, il n'est pas certain que ce « désenchantement » commande de reconsidérer radicalement la « socialisation » dont participe une formation universitaire.

Surtout, les formes de connivence avec les recruteurs employeurs et leurs délégués recruteurs (dont il ne faudrait pas exclure les dispositifs et procédures de la Fonction Publique) obligent à discuter les « termes de l'échange » entre l'Université et "l'Entreprise" (ou tous les autres destinataires d'un "pilotage aval"). On peut notamment s'interroger sur la participation des professionnels à la formation, à cette participation inscrite au cahier des charges universitaire de certains parcours dits, précisément, professionnalisés. De quels professionnels parle-t-on ? Sont-ils des professionnels associés (PAST), des intervenants extérieurs ? Viennent-ils en qualité d'enseignants, de conférenciers, de témoins, de commanditaires, de tuteurs, de parrains, de recruteurs... ? S'il ne fait pas de doute que la connaissance des contextes, des fonctions et métiers en appelle au monde vécu du professionnel en exercice, ce monde vécu est-il à prendre pour expérience à vivre ? Et quelle place accorder à la recherche, fût-ce à son initiation, dans un foisonnement de « problématiques » souvent réduites aux temporalités et attendus de l'étude ou de la recherche-action ?

L'Institut Universitaire Professionnalisé (IUP) : éclaireur ou lampiste ?

Au début des années 90, la création des Instituts Universitaires Professionnalisés contribua à « afficher » les formes d'une ingénierie atypique dans l'histoire et le paysage universitaires français. Ingénierie de formation, d'abord, manifeste dans le cahier des charges d'un dispositif pédagogique. Ingénierie encore, dans la certification des diplômés qui, pour certains d'entre eux, se double du titre, aussi distinctif qu'incongru d'ingénieur-maître : « Imposés à la hussarde, les IUP ont connu quelques difficultés avec les organisations représentatives du monde professionnel qui voyaient d'un mauvais œil d'avoir été mises devant le fait accompli et qui furent agacées par la dénomination ingénieur-maître. Comme si le mot ingénieur lui-même leur appartenait » (Hotier, 1998).

On n'insistera pas ici sur l'antériorité d'autres instituts, tels que les Instituts d'Administration des Entreprises (1955) ou des Instituts Universitaires de Technologies (1966), mais l'acronyme IUP mérite qu'on s'y attarde tant l'originalité du projet pédagogique en IUP dépend du cadre statutaire dans lequel il s'inscrit. L'Institut, à la différence de l'Unité de Formation et de recherche (UFR) — dont il peut être une composante — conférait en effet aux IUP un statut dérogatoire. En témoignent plusieurs éléments du cahier des charges : un volume horaire de formation compris entre 2200 et 2400 heures de cours réparties sur 3 années (2^{ème} année de DEUG, licence, maîtrise), une sélection des étudiants à leur entrée dans le dispositif, la participation d'intervenants professionnels (dont les PAST) pour un tiers des enseignements, un enseignement en langues vivantes, un ou plusieurs stages obligatoires, la rédaction d'un mémoire et une soutenance, un conseil de perfectionnement paritaire composé pour moitié d'universitaires et de professionnels... Il faudrait ajouter à cela quelques attributs liés notamment à la gestion des IUP, comme le privilège (naguère) de percevoir la Taxe d'Apprentissage.

Concrètement, les IUP ont fonctionné comme un modèle volontariste et expérimental. Ils ont fait leurs preuves ; ce qui ne leur a pas profité. Ils ont fait leurs preuves en tant que modèle, permettant ainsi une généralisation à minima d'un système de normes et de pratiques vers l'ensemble des formations du secteur information-communication, et même au-delà, vers des formations dont on dit dorénavant — et par mimétisme — qu'elles doivent être « professionnalisantes ». Au passage, le navire éclaireur a été mis en cale sèche, à la satisfaction paradoxale des « héritiers », c'est-à-dire la cohorte des DESS puis des masters « pro » (d'abord M2, puis M1-M2) du domaine qui ont pu se prévaloir des éléments clefs du modèle tout en se réjouissant d'un nivellement qui leur profitait autant qu'il ruinait les initiateurs du modèle.

En 2003, soit peu avant la mise en œuvre du LMD, 320 IUP existaient au sein des universités françaises, sous différents statuts : département d'université (art.33, loi n°84-52 du 26 Janvier 1984 sur l'enseignement supérieur), composante UFR (art.32), département d'UFR ou filière rattachée à un département d'UFR. Que sont-ils devenus ? La plupart ont disparu au fil des vagues d'habilitations et des expertises sans que, d'ailleurs, les textes régissant les IUP aient

été abrogés. À ce jour, une association (ADIUP) s'évertue à défendre un label qui, même en maintenant artificiellement l'affichage de formations connues et reconnues, n'opère plus comme appellation d'origine contrôlée³.

Au plan local et régional, le nivellement des moyens et la multiplication des ouvertures de formations sur le modèle professionnalisant a pu nourrir l'illusion de réparer une injustice, entendue comme un privilège exorbitant dévolu aux IUP, comparativement aux filières « pauvres ». Les élus étudiants eux-mêmes se sont réjouis, dans les conseils, de l'affaiblissement des systèmes « dérogatoires » et « discriminants » qu'ils associaient à leurs reproches récurrents aux formations dites « élitistes » : sélection, systèmes d'évaluation dérogatoires, connivence avec l'entreprise, moyens techniques réservés à petit nombre d'utilisateurs...

Cet amalgame critique présente la caractéristique d'intégrer à la fois la revendication de moyens et d'innovations qu'on voudrait aujourd'hui voir généralisés et la réprobation d'éléments symboliques et institutionnels perçus comme contradictoires des missions de service public d'enseignement supérieur. De sorte que la récente loi LRU a pu institutionnaliser une mission d'insertion professionnelle des étudiants dans le cadre d'un consensus assez large, et en tout cas sans opposition réelle ; tandis que les dispositifs pratiquant cet accompagnement se sont vu amputés des moyens qui le permettaient. Ainsi, le dispositif expérimenté sur un petit nombre a-t-il permis la généralisation de certaines normes que, simultanément, le nivellement des moyens vidait de leur contenu.

La professionnalisation des formations en SIC, facteur d'institutionnalisation

D'un point de vue strictement chronologique, on conviendra que l'institutionnalisation des SIC est redevable, non seulement au développement de l'enseignement, mais aussi à la professionnalisation des cursus⁴(Boure, 2002, 2006, 2007). En 1975, lorsqu'un décret officialise la création de la 52ème section du CCU, plusieurs cursus en information et communication existent déjà sous d'autres appellations plus spécialisées ou restrictives. Outre quelques bastions historiques (IFP, CELSA), ce sont surtout les Instituts universitaires de Technologie (IUT) — avec leurs départements Carrières de l'Information —, puis les maîtrises de sciences et techniques (MST) qui, de 1967 à 1974, dessinent une première carte nationale des formations universitaires des futures Infocom.

Les licences et maîtrises généralistes en information et communication sont plus récentes, sachant que l'antériorité et l'expérience des filières professionnelles inspirent une professionnalisation quasi-systématisée des cursus, y compris dans les filières dites généralistes. Celle-ci prend alors des formes et des contenus aussi divers que spécialisés, tandis que les DESS et DEA peinent davantage à trouver leurs marques et que les premiers

DEUG « Communication et sciences du langage » ne sont habilités qu'à compter de 1984 (Meyriat & Miège, 2002).

La professionnalisation précoce des cursus en Infocom s'explique, selon nous, par (au moins) deux facteurs. Il faut d'abord considérer les limites d'un modèle académique qui, jusque dans les années 70, était fort peu sensible à la division sociale et contribuait, de fait, à la reproduire. De sorte qu'en s'ouvrant à d'autres apprentissages et, notamment, aux techniques d'expression, l'enseignement supérieur (en particulier dans les IUT) et la formation continue répondaient à une demande « [qui] était en fait, très précisément, une demande de pouvoir » (Bautier, 2007 : 151). Quelles que soient les réserves qui pourraient être formulées à l'adresse de ces formations, c'est rendre justice à leurs expérimentateurs que de rappeler leur contribution, sinon à une institutionnalisation des SIC, du moins à une sociolinguistique entendue ici comme une manière de « [...] pousser à une réflexion plus générale sur les moyens de communication et sur les conditions sociales [de leurs] pratiques » (Bautier, id. : 151).

En outre, la communication, dans la diversité de ses « moyens », de ses genres et de ses praticiens, n'a pas attendu les SIC pour se professionnaliser. Les métiers et champs professionnels (journalisme, relations publiques, publicité, etc.) ont sans aucun doute déterminé la construction et la reconnaissance d'une offre pédagogique sensible aux développements déjà manifestes des médias et de la communication d'entreprise. Des groupes professionnels existaient qui, avec leurs chartes déontologiques, leurs instances de formation et leurs segments professionnels respectifs, travaillaient à leur propre légitimation⁵. Les porteurs de projets universitaires ne pouvaient ignorer, y compris — et peut-être surtout — dans une perspective critique, cette professionnalisation et ses enjeux (de la Broise, 2006).

L'interdisciplinarité, cheval de Troie de la professionnalisation

Les Sciences de l'Information et de la Communication sont aujourd'hui très diversement « adoptées », couvées, adaptées ou apprivoisées dans les universités françaises qui, tantôt les structurent en unités de formation ou départements autonomes (ex : UFR Infocom, IUT Dept. Infocom), tantôt les inscrivent dans des dispositifs pluridisciplinaires ou sectoriels dans lesquels des enseignements de communication servent un dispositif pédagogique et scientifique non réductible aux SIC (ex : arts et culture, informatique et documentation, lettres modernes, histoire...). Ailleurs, sur un « marché » de la formation dont il faut dire qu'il est extrêmement concurrentiel, la communication prend des allures de « niche » ou de « filon ». Et dans une veine mercatique où le positionnement de l'offre s'accommode assez volontiers de l'imposture épistémologique, on peine à dénombrer les masters spécialisés qui, sur une nouvelle carte à points (ECTS) de la certification universitaire, instrumentalisent autant qu'ils s'en inspirent les acquis théoriques les plus fameux de la recherche.

De fait, il est aujourd'hui extrêmement difficile de proposer une cartographie fiable des formations en SIC, tant les dispositifs sont nombreux et les formats pédagogiques éparés. Bien sûr, une visite électronique de quelques sites universitaires et de leur offre pédagogique en information et communication ne saurait rendre compte des histoires localisées, où des contextes, des acteurs, des ressources, des mobiles et des stratégies ont présidé à une ingénierie de la formation toujours singulière⁶. La visite est cependant édifiante à plusieurs égards.

Premier constat : la « masterisation » des parcours de formation a entraîné simultanément une « démultiplication », une « spécialisation » et une « technicisation » des cursus. Qu'il s'agisse de « conception de produits médiatiques », de « communication appliquée à l'humanitaire et à la solidarité », de « gestion éditoriale et de communication internet » ou encore de « communication et jeunesse »... la profusion des objets et des champs d'intervention laisse perplexe : comment justifier une telle diversité ? Cette taxinomie n'est-elle pas une manière d'atomiser les sciences de l'Information et de la Communication ? Comment considérer cette nébuleuse, sinon comme un effet pervers du processus de Bologne qui, en modifiant les temporalités de la formation dans le supérieur, a simultanément amputé plusieurs parcours intégrés de formation en SIC et démultiplié l'offre de masters (spécialités, parcours ou options), y compris dans des unités de formation ou départements où ils n'avaient initialement pas leur place.

Deuxième constat : le cadre de référence théorique s'efface derrière les secteurs et branches professionnels. Si quelques « fondamentaux » subsistent en licence, ils constituent cependant la portion congrue des programmes et servent une initiation rapide ou optionnelle (licence) dans des parcours souvent hybrides partagés avec d'autres disciplines. Dans des « domaines » diversement constitués autour des « Arts, Lettres et Langues » ou en « Sciences Humaines et Sociales », l'initiation à la recherche n'est proposée que dans de très rares masters professionnels, alors même que les masters recherche perdent en attractivité et sont, le plus souvent, réduits à un master 2 consécutif à un master 1 professionnel.

Peut-on, dans ces conditions, entendre sans sourciller que la formation universitaire est pilotée par la recherche ? Et quand bien même la distinction master pro/master recherche serait déclarée caduque, faut-il en être rassuré ou plus inquiet encore ?

Une histoire localisée : Infocom à Lille 3

Pour prolonger le travail monographique entrepris respectivement par S. Olivesi (ICOM, Lyon2) et P. Delcambre (Infocom Lille3, ICM Grenoble), nous voudrions revenir très brièvement sur une histoire singulière et localisée des SIC. Elle commence au début des années 80, à l'université de Lille 3, lorsqu'un petit groupe d'enseignants, tous issus d'un parcours littéraire (linguistique, littérature), songe à créer dans l'Unité d'Enseignement et de Recherche (UER) Lettres Modernes une option professionnalisée en Relations Publiques et Communication d'Entreprise. Certains porteurs du projet exercent en IUT (Carrières Sociales, Transport Logistique), d'autres enseignent dans le secondaire, d'autres enfin sont assistants ou maîtres de conférence en Lettres Modernes. La plupart ont, d'ores et déjà, participé à

l'expérience des "techniques d'expression", auxquelles ils dédient un centre d'études et de recherche (CERTE) . Ce centre, sera par la suite rebaptisé CERTEIC, en référence plus explicite à l'Information et à la Communication.

1984 : la décision est prise de créer un département Information Communication, Relations Publiques (ICRP) en Lettres Modernes et d'y ouvrir une première année de DEUG Culture et Communication. Deux postes MCF sont créés pour la circonstance, tandis que l'IDIST⁷ se cherche encore une UFR. Suivront, de 85 à 87, les ouvertures consécutives de la deuxième année de DEUG puis de la licence Culture et Communication.

Mais le département ICRP est encore fragile ; le régime de sélection des candidats à la formation vaut notamment à l'équipe des conflits répétés avec les syndicats étudiants. Dans ce contexte, les négociations conduites à la faveur d'une délocalisation et, incidemment, d'une labellisation IUP, sont déterminantes pour la pérennité d'un projet pédagogique en information et communication. L'enjeu local est très vite rattrapé par une innovation nationale, sachant que la création des IUP est inscrite à l'agenda du ministère et que d'autres dispositifs analogues sont prévus à Bordeaux, Grenoble et Paris. C'est donc fort opportunément que l'équipe lilloise prend part à l'élaboration d'un cahier des charges des IUP, en particulier sur les questions relatives à la participation des professionnels et à la programmation des stages aux différentes étapes du cursus.

En 1991 : nouveaux locaux, nouveau statut. L'ancrage local, dans une ville contrainte à la reconversion économique, aura sans doute compté dans l'expérimentation et le financement du dispositif⁸. Il reste que l'IUP Infocom ne peut fonctionner sans un projet pédagogique fort, alliant l'exigence universitaire à la sensibilité professionnelle. Les stages, les projets tuteurés, les conférences professionnelles contribuent, certes, à la reconnaissance de la formation. Mais la structuration et le fonctionnement même de l'Institut, avec son conseil de perfectionnement, ses réunions d'équipe bimensuelles, ses jurys d'admission associant des professionnels extérieurs, ses journées thématiques, ses conférences... comptent pour beaucoup dans l'attractivité régionale et nationale de l'IUP. L'équipe (elle compte environ 10 enseignants-chercheurs, dont un seul professeur des universités jusqu'en 1997 et 3 PAST pour 350 étudiants) défend un projet universitaire : elle n'entend pas être assimilée à une école et s'inscrit pleinement, à la différence de l'IUT, dans le projet et le calendrier de son Université. Surtout, l'IUP revendique son attachement à la recherche, sachant que tous les enseignants-chercheurs participent aux activités scientifiques du Groupement d'Études et de Recherches en Communication (GERICO, équipe d'accueil créé en 1988 sur transformation du CERTEIC), interviennent en DEA (créé en 1990) et encadrent leurs premiers doctorants. Dans une sorte d'archipel pédagogique et scientifique où coexistent désormais l'UFR IDIST, l'UFR Art & Culture et l'UFR Infocom, celle-ci ne se confond plus tout à fait avec son IUP.

Du reste, l'ouverture d'un DESS « Management de la Communication dans les Organisations de Services aux Publics » en 1999 n'est pas anodine ; elle amorce une politique extensive d'un projet pédagogique qui, d'une part, ouvre le dispositif à des candidats non diplômés de l'IUP et positionne, d'autre part, la formation sur des segments professionnels (les services) en mutation, tant au plan local que national. Et l'habilitation cinq ans plus tard, de trois nouvelles spécialités (« journalisme d'entreprise et d'organisation », « communication et développement des territoires » « communication interne et management des ressources humaines ») modifie très sensiblement la nature d'un dispositif qui, déjà, prépare sa mutation. Ces nouveaux diplômes répondent à deux logiques. La première est proprement stratégique : il s'agit d'intégrer les changements structurels et fonctionnels à l'œuvre dans les entreprises et

dans les territoires. La seconde est plus tactique : elle vise à anticiper une réforme annoncée en compensant numériquement la disparition d'une année préparatoire (2ème année de DEUG) et à synchronisant les anciennes temporalités du parcours avec les nouveaux cycles de Bologne.

La transition est douloureuse, mais progressive, sachant que les étudiants achèvent leur parcours de formation dans le format où ils y sont entrés. La question du label IUP, de son maintien ou de sa disparition, clive l'équipe pédagogique. D'un côté, les « défenseurs téméraires » d'un système dérogatoire qui, au fil des années, s'est fait reconnaître par ses publics et ses partenaires. De l'autre, les « résignés pragmatiques » d'une réforme à prendre pour ce qu'elle est et pour ce qu'elle pourrait être. À charge pour « Infocom » de se refaire une identité.

Les négociations sont longues, faites de petites victoires et de concessions obligées qui, toujours dans l'urgence et la contradiction intertextuelle des circulaires ministérielles, opèrent au gré des navettes d'habilitation et des injonctions paradoxales. Peut-être faudrait-il agir sur deux fronts : en amont (parcours licence) et en aval (M1-M2) ? Mais l'équipe hésite. Elle redoute une « massification » de la formation qu'elle ne pourrait assumer seule, faute d'une coopération suffisante entre les représentants locaux de la 71ème section (UFR Art et Culture, UFR IDIST, UFR Infocom). Mariage forcé ou de raison, le consentement mutuel des UFR Infocom et IDIST pour la construction d'un tronc commun en L3 est symbolique mais, fondamentalement, ne fait pas un parcours Licence.

De fait, la baisse significative des effectifs étudiants est inquiétante, même si elle s'explique par la multiplication des masters, le maintien d'une sélection rigoureuse et la reconstruction d'une identité. Un plan de communication est donc mis en œuvre, de même que sont lancées plusieurs innovations : alternance, formation « tout au long de la vie », sessions d'accueil et d'intégration, tutorat, etc., avec ce que ce genre d'innovations suppose d'ingénierie pédagogique et administrative, de risques et de résistances. L'équipe d'Infocom prépare fébrilement la prochaine campagne d'habilitation ; elle soigne ses indicateurs et affûte ses arguments, consciente que l'université « responsable » et « autonome » est plus comptable que jamais et que la « reddition » consistant à rendre compte est, ailleurs, synonyme de capitulation (Jourde, 2007).

Aujourd'hui, les SIC sont dans une position ambiguë. Institutionnellement, on relèvera la difficulté à construire des filières complètes, comme aussi à alimenter par leurs propres forces les effectifs de troisième cycle (masters « pro »⁹, masters recherche et — a fortiori — doctorat).

D'autre part, elles sont largement instrumentalisées par les autres filières universitaires pour apporter le vernis, la connotation d'une professionnalisation. Cela n'est déjà pas étonnant si l'on considère historiquement les conditions d'émergence de l'interdiscipline comme section universitaire. Cela est d'autant plus manifeste si l'on considère que ce pourquoi elles ont pu s'affranchir d'un statut de « pratiques pédagogiques complémentaires » les expose précisément au risque de revenir à ce rôle ancillaire.

Assurément, la professionnalisation doit être considérée avec sérieux et recommande de ne pas confondre le concept avec le slogan ; d'autant que la validation des acquis de l'expérience (VAE) et tous les autres dispositifs de Formation Tout au Long de la Vie (DIF, CIF, Contrat et Période de Professionnalisation) complexifient autant qu'ils l'enrichissent une formation "individualisée" où la compétence le dispute au savoir (Zarifian, 2001).

C'est pourquoi il est utile et nécessaire de discuter la professionnalisation sans faire l'économie d'une réflexion sur les sciences : qu'advient-il des Unités de Formation et de Recherche quand celles-ci s'apparentent de plus en plus à des départements ? Qu'en est-il des SIC dans des "masters" où l'orientation scientifique finit par n'être plus qu'optionnelle ? Comment envisager la place des laboratoires et de leurs équipes dans des Pôles de Recherche et d'Enseignement Supérieur (PRES) qui ne font plus mystère de leur proximité avec d'autres Pôles, dits de Compétitivité ?

Ressources bibliographiques

Bautier R., 2007, *Rallier les sciences de l'information et de la communication dans les années 70*, Questions de communication, 12, p. 149-161

Boure R., 2002 *Les origines des sciences de l'information et de la communication : regards croisés*, Presses Universitaires du Septentrion, Lille.

Boure R., 2006, "L'Histoire des sciences de l'information et de la communication. Entre gratuité et réflexivité", *Questions de communication*, 10, p. 277-295

Boure Robert, "SIC : l'institutionnalisation d'une discipline", in Olivesi S. (dir.), *Sciences de l'Information et de la Communication : objets, savoirs, disciplines*, PUG, Grenoble, 2006. P245-257.

de la Broise Patrice, 2006, « La professionnalisation des communicateurs : de la fonction au métiers », in *Education Permanente*, 167, p. 67-78.

Delcambre P., 2007, "Insitutionnalisation sociale et cognitive des SIC en France", Questions de communication, 12, p. 163-189

Freitag M., 1995, *Le naufrage de l'Université*, M.A.U.S.S..

Hotier H., 1998, « Professionnalisation de l'enseignement supérieur et formation à la communication », *Communication et Organisation*, 14, pp. 19-28.

Jourde P. (dir.), 2007, *Université : la grande illusion*, L'esprit des péninsules

Olivesi S., 2006, *Sciences de l'Information et de la Communication : objets, savoirs, disciplines*, PUG, Grenoble.

Olivesi S., 2007, A propos de l'institutionnalisation des SIC, *Questions de communication*, 12, p. 203-225.

Winkin Y., 2003, *La communication n'est pas une marchandise*, Labor/Espace de libertés.

Zarifian P., 2001, *Le modèle de la compétence*, Paris, Liaisons